



Une délégation de la FERC CGT en Palestine !

mercredi 18 septembre 2019, par [Bariaud](#)

INTERNATIONAL

UNE DÉLÉGATION DE LA FERC CGT EN PALESTINE !

Une délégation de notre Fédération, constituée de 6 camarades, s'est rendue en Palestine du 29 juin au 10 juillet.*

Pour rappel, notre Fédération était, lors de son dernier congrès en décembre 2016, prononcée pour l'affiliation à la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). C'est une campagne internationale appelant à exercer un boycott et diverses pressions économiques, académiques, culturelles et politiques sur Israël afin d'aboutir à la réalisation de trois objectifs : la fin de l'occupation et de la colonisation de la Palestine, l'égalité complète pour les citoyen·nes arabo-palestiniens d'Israël, et le respect du droit au retour des réfugié·es palestiniens.

Dans la continuité de ce choix, un travail de réflexion a été mené qui a débouché sur l'envoi de cette délégation. Les camarades, basés sur Jérusalem Est, ont sillonné aussi bien la Cisjordanie que la Palestine de 1948, terre maintenant appelée Israël. Ils ont rencontré différents acteur·trices.

Du côté palestinien bien entendu : l'Union des Femmes palestiniennes et la Coalition pour les droits civiques des palestiniens sur Jérusalem qui nous a présenté la politique d'encerclement et d'exclusion de Jérusalem par le mur ; l'association des jeunes contre la colonisation d'Hébron, un centre de formation pour les Femmes dans un village ; le centre d'éducation populaire de Laylac à Bethléem et la visite du camp de réfugié·es de Dheisheh ; l'association d'éducation populaire Project Hope et un échange avec une inspectrice de l'éducation de l'Autorité palestinienne ; le président du camp de réfugié·es de Balata à Naplouse ; la campagne pour le « droit à l'éducation » et le syndicat des personnels de l'université de Birzeit et la coalition nationale locale de BDS, le PINGO (ONG de défense des droits), le Secrétaire général du GFUJ syndicat interprofessionnel.



Omar Barghouti cofondateur de la campagne BDS, Salah Hamouri, avocat franco-palestinien sorti récemment de prison et responsable de l'association Adalah (justice en arabe) situé à Haïfa au nord d'Israël qui apporte des conseils juridiques aux Palestiniens. Mais aussi des porteurs israéliens, les responsables de l'association Decolonize qui dénonce la colonisation israélienne ou « Who profits », association basée à Tel Aviv qui recherche et informe sur l'exploitation économique liée à la colonisation en mettant par exemple en place une base de données des entreprises, nationales et internationales, qui se gobeignent financièrement en Israël et territoires occupés.

Toutes ces rencontres ont été riches. Souvent chargés d'émotions comme la jeune mère palestinienne du camp de Dheisheh nous a parlé de son second fils qui allait entamer une seconde grève de la hém pour protester contre son incarcération administrative et qui dangerait de perdre un deuxième enfant, son premier fils ayant été abattu par l'armée israélienne. Ses larmes nous ont servi le cœur.

La délégation a pu constater l'omniprésence de l'armée israélienne, les checkpoints, la présence constante d'un mur de la honte.

Les accords d'Oslo dans les années 90 pour un « processus de paix » ont échoué et peuvent être considérés comme une seconde Nakba (Catastrophe) après celle de 1948. En effet, en 1993, il y avait 500 000 colons israéliens en Cisjordanie. On en compte aujourd'hui plus de 600 000 !

La volonté hégémonique d'Israël ne fait aucun doute. Israël, État d'apartheid sur son territoire où les citoyen·nes palestiniens sont des citoyen·nes de seconde zone n'ayant pas les mêmes droits que les citoyen·nes juifs. État colonisateur en Cisjordanie, à Gaza et Jérusalem Est.

* Rencontre de la délégation FERC avec Omar Barghouti, cofondateur de la campagne BDS.

Un spécial 4 pages sur la Palestine va être mis à disposition lors de notre congrès d'octobre et sera dans notre journal LE LIEN qui suivra.

15

Le Lien N° 206 - SEPTE 2019

Une délégation de notre Fédération, constituée de 6 camarades, s'est rendue en Palestine du 29 juin au 10 juillet.

Pour rappel, notre Fédération s'était, lors de son dernier congrès en décembre 2016, prononcée pour l'affiliation à la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). C'est une campagne internationale appelant à exercer un boycott et diverses pressions économiques, académiques, culturelles et politiques sur Israël afin d'aboutir à la réalisation de trois objectifs : la fin de l'occupation et de la colonisation de la Palestine, l'égalité complète pour les citoyen·nes arabo-palestiniens d'Israël, et le respect du droit au retour des réfugié·es palestiniens.

Dans la continuité de ce choix, un travail de réflexion a été mené qui a débouché sur l'envoi de cette délégation. Les camarades, basés sur Jérusalem Est, ont sillonné aussi bien la Cisjordanie que la Palestine de 1948, terre maintenant appelée Israël. Ils ont rencontré différents acteur·trices.

Du côté palestinien bien entendu : l'Union des Femmes palestiniennes et la Coalition pour les droits civiques des palestiniens sur Jérusalem qui nous a présenté la politique d'encerclement et d'exclusion de Jérusalem par le mur ; l'association des jeunes contre la colonisation d'Hébron, un centre de formation pour les Femmes dans un village ; le centre d'éducation populaire de Laylac à Bethléem et la visite du camp de réfugié·es de Dheisheh ; l'association d'éducation populaire Project Hope et un échange avec une inspectrice de l'éducation de l'Autorité palestinienne ; le président du camp de réfugié·es de Balata à

Naplouse ; la campagne pour le « droit à l'éducation » et le syndicat des personnels de l'université de Birzeit et la coordinatrice locale de BDS, le PNGO (ONG de défense des droits), le Secrétaire général de GFIU syndicat interprofessionnel.

Omar Barghouti cofondateur de la campagne BDS, Salah Hamouri, avocat franco-palestinien sorti récemment de prison et responsable de l'association Addameer qui s'occupe d'apporter une aide judiciaire et politique aux milliers de prisonnier·es politiques palestiniens en Cisjordanie ; l'association Adalah (Justice en arabe) située à Haïfa au nord d'Israël qui apporte des conseils juridiques aux Palestinien·es. Mais aussi des partenaires israéliens : les responsables de l'association Decolonizer qui dénonce la colonisation israélienne ou « Who profits », association basée à Tel Aviv qui recherche et informe sur l'exploitation économique liée à la colonisation en mettant, par exemple, en place une base de données des entreprises, nationales et internationales, qui se gobergent financièrement en Israël et territoires occupés.

Toutes ces rencontres ont été riches. Souvent chargées d'émotions comme lorsqu'une mère palestinienne du camp de Dheisheh nous a parlé de son second fils qui allait entamer une seconde grève de la faim pour protester contre son incarcération administrative et qui s'angoissait de perdre un deuxième enfant, son premier fils ayant été abattu par l'armée israélienne. Ses larmes nous ont serré le cœur.

La délégation a pu constater l'omniprésence de l'armée israélienne, les checks points, la présence constante d'un mur de la honte...

Les accords d'Oslo dans les années 90 pour un « processus de paix » ont échoué et peuvent être considérés comme une seconde Nakba (Catastrophe) après celle de 1948. En effet, en 1993, il y avait 100 000 colons israéliens en Cisjordanie. On en compte aujourd'hui plus de 600 000 !

La volonté hégémonique d'Israël ne fait aucun doute. Israël, État d'apartheid sur son territoire où les citoyen·nes palestiniens sont des citoyen·nes de seconde zone n'ayant pas les mêmes droits que les citoyen·nes juifs ; État colonisateur en Cisjordanie, à Gaza et Jérusalem Est.